

**KLÉSIA**

Assureur d'intérêt général

# La protection sociale face au défi climatique

SNFOCOS – 28 septembre 2023



## **Les effets du changement climatique sur les différents risques sociaux**

- ▶ Les impacts sur la santé et la santé au travail
- ▶ Les effets sur les populations fragilisées

## **Les impacts économiques et sociaux**

- ▶ Impacts sur la croissance et sur les dépenses publiques
- ▶ Quels financements alternatifs?

## **Les impacts du système de santé sur le dérèglement climatique**

- ▶ Répartition des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé

## **La protection sociale, actrice de la transition climatique**

- ▶ Agir sur l'impact climatique du système de santé
- ▶ Les autres leviers d'action

# Défi climatique: les différents impacts à étudier

## Un défi climatique à visages multiples...

- ❑ La prise de conscience de l'existence **d'impacts de la transformation climatique en cours sur la protection sociale** et son mode de financement est récente mais s'accélère:
  - Novembre 2022: 1<sup>er</sup> colloque scientifique de l'IHEPS
  - Avril 2023: ANI (non contraignant) sur transition écologique et dialogue social
  - Avril 2023: avis du CESE
- ❑ L'enjeu vise à **sortir de la gestion de crise pour trouver des solutions et des financements pérennes** pour contribuer à la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre de... 50% d'ici 2030.

- **Les effets du changement climatique** sur les différents risques couverts par la protection sociale
- **En quoi la protection sociale alimente le déséquilibre climatique?**
- **Les effets économiques et sociaux** de la transition écologique
- **La protection sociale peut-elle être actrice du changement climatique?**



# Les effets des dérèglements climatiques sur les différents risques de protection sociale

# Dérèglement climatique: les impacts sur la santé

❑ Les **facteurs environnementaux** (pollution de l'air, zones inondables...) **expliquent déjà 15% des affections de longue durée**. Mais la France ne dispose toujours pas d'une cartographie précise des risques.

❑ Le changement climatique aura **des effets majeurs sur le système de santé**. Lequel devra gérer les **conséquences directes** (canicules, ouragans...) **ou indirectes** (nouveaux virus, migrations forcées, conflits) **des dérèglements climatiques**.

Cf l'ouvrage collectif «Environnement et santé publique» (Presse EHESP – 08 2023)

❑ Des **dispositifs spécifiques d'accompagnement** seront nécessaires pour les **personnes vulnérables**, qui seront encore plus fragilisées par ces dérèglements climatiques:

- 16% des **plus de 75 ans**,
- 13% des **moins de 6 ans**
- 1,2 million de **personnes pauvres** vivent dans les zones enclines à des anomalies de chaleur.

❑ Entre 2014 et 2022, **près de 33000 décès** sont directement **imputables aux canicules**. A elle seule, la **canicule de 2022** a entraîné **une surmortalité de près de 17%**, **20000 recours aux soins** dont **17000 passages aux urgences** (X2 par rapport à la normale) et **10000 hospitalisations**.

❑ **2/3 de l'impact de ces canicules concernent les plus de 75 ans**, selon l'étude de Santé Publique de juin 2023.

# Les impacts sur la santé au travail

## Le dérèglement climatique va aggraver les risques professionnels existants et va en engendrer de nouveaux

- ❑ Cette **hausse des températures** interagit aussi avec **l'environnement biologique et chimique** qui expose les travailleurs à de nouveaux risques (plantes et animaux invasifs, perturbateurs endocriniens, pesticides), sources de nouvelles infections, intoxications et de pathologies chroniques.

- ❑ Le monde du travail devra s'adapter au **doublément attendu d'ici 2050 des vagues de chaleur**, tant en fréquence qu'en intensité.
- ❑ Au-delà de ses effets physiologiques immédiats en particulier pour les **travailleurs en extérieur**, cette élévation des températures entraîne des **risques psychosociaux accrus** dans certains secteurs d'activité (épuiement des personnels d'établissements médico-sociaux), mais aussi des **risques de perte de vigilance** de nature à entraîner davantage d'accidents du travail.

- ❑ Les préconisations de **l'avis du CESE d'avril 2023** pour «sortir de la gestion de crise» en mobilisant les entreprises et le dialogue social:
  - ❑ Renforcer les **formations en santé au travail et santé environnement**;
  - ❑ Faire des conséquences environnementales, un thème de consultations récurrentes des CSE
  - ❑ Rendre le risque de canicule éligible au régime des intempéries
  - ❑ Créer un **fonds** à partir d'une partie des excédents de la branche AT-MP pour investir dans la recherche.
  - ❑ Regrouper les politiques de santé au travail, de santé publique et de santé environnementale

- ❑ Les **secteurs d'activité les plus concernés** par les risques liés à la transformation du climat sont: le **bâtiment** et les **travaux publics**; **l'agriculture**, les **transports**, les **activités de secours et de soins** (hôpitaux, établissements médico-sociaux), ainsi que la **sécurité civile**.



# Les impacts économiques et sociaux de la transition climatique

# Les impacts économiques & sociaux de la transition écologique



- ❑ Selon l'Accord de Paris de 2015, **limiter le réchauffement climatique à 1,5° et viser une économie neutre en émission de gaz à effet de serre d'ici 2050** permettrait de limiter les dommages sur l'environnement.
  - ❑ Au-delà d'un réchauffement climatique de 1,5°, les coûts des dommages sont supérieurs aux investissements nécessaires à la transition
- ❑ Selon l'étude de l'Ademe publiée en 2021, **l'adaptation du modèle de production et de consommation à la transition climatique nécessite d'investir 70Mds€ supplémentaires par an d'ici 2030** (soit l'équivalent de 2,5 points de PIB).

- ❑ Les **redéploiements de production et de consommation** découlant de la transition climatique pourraient entraîner, selon le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz, un **ralentissement de la productivité de l'ordre de 0,25 point par an**, du fait notamment des réallocations sur le marché du travail.
  - Ce ne sera pas sans **conséquences sur l'emploi et la masse salariale** qui finance la protection sociale.
  - Vu les besoins de financement spécifiques à la transition écologique (transport, logement), **la protection sociale pourra-t-elle préserver sa part de prélèvements obligatoires** dans un contexte où la transition climatique induit un risque d'**accroissement de la dette publique** de l'ordre de 10 points de PIB en 2030, 15 points en 2035, 25 points en 2040.

# La transition climatique amplifie les inégalités sociales



- ❑ Spontanément, **la transition climatique accroît les inégalités existantes**. Au-delà des questions de santé et de santé au travail, la transition induit des **coûts supplémentaires** en termes de logement de mobilité **qui pèsent proportionnellement davantage sur les plus modestes**.
- ❑ Le **coût économique de la transition** ne sera politiquement et socialement accepté que s'il est équitablement réparti.

- ❑ En engendrant la crise des gilets jaunes, la **taxe carbone** envisagée en 2018 a **condamné le principe d'une modification des comportements via la fiscalité**.
- ❑ Il faudra néanmoins envisager **d'autres modes de compensation pour les plus modestes**, sous forme de chèques énergie; d'allocations sous conditions de ressources ou encore d'aides favorisant des comportements vertueux.



# Défi climatique & protection sociale: quels financements?



La **création d'une 6<sup>e</sup> branche de la Sécurité sociale**, envisagée par un rapport du Sénat de mars 2022, pour couvrir les dépenses inhérentes à la transition écologique **se heurte à la difficulté de trouver des leviers de financement supplémentaires** via les prélèvements obligatoires.



Du fait de la myopie des agents économiques face à un risque écologique caractérisé à la fois par son incertitude et son intensité extrême, **ce risque n'est par nature pas non plus assurable par les acteurs privés.**



Après le **flop de la taxe carbone** (à l'origine de la crise des gilets jaunes), le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz a avancé l'idée – aussitôt rejetée par le gouvernement - d'un **prélèvement exceptionnel**, explicitement temporaire et calibré en fonction du coût de la transition pour les finances publiques, **assis sur le patrimoine financier des ménages les plus aisés.**

L'idée d'un ISF Vert européen vient d'être reprise dans le rapport Mattei-Sansu sur la fiscalité du patrimoine)



# Les impacts du système de santé

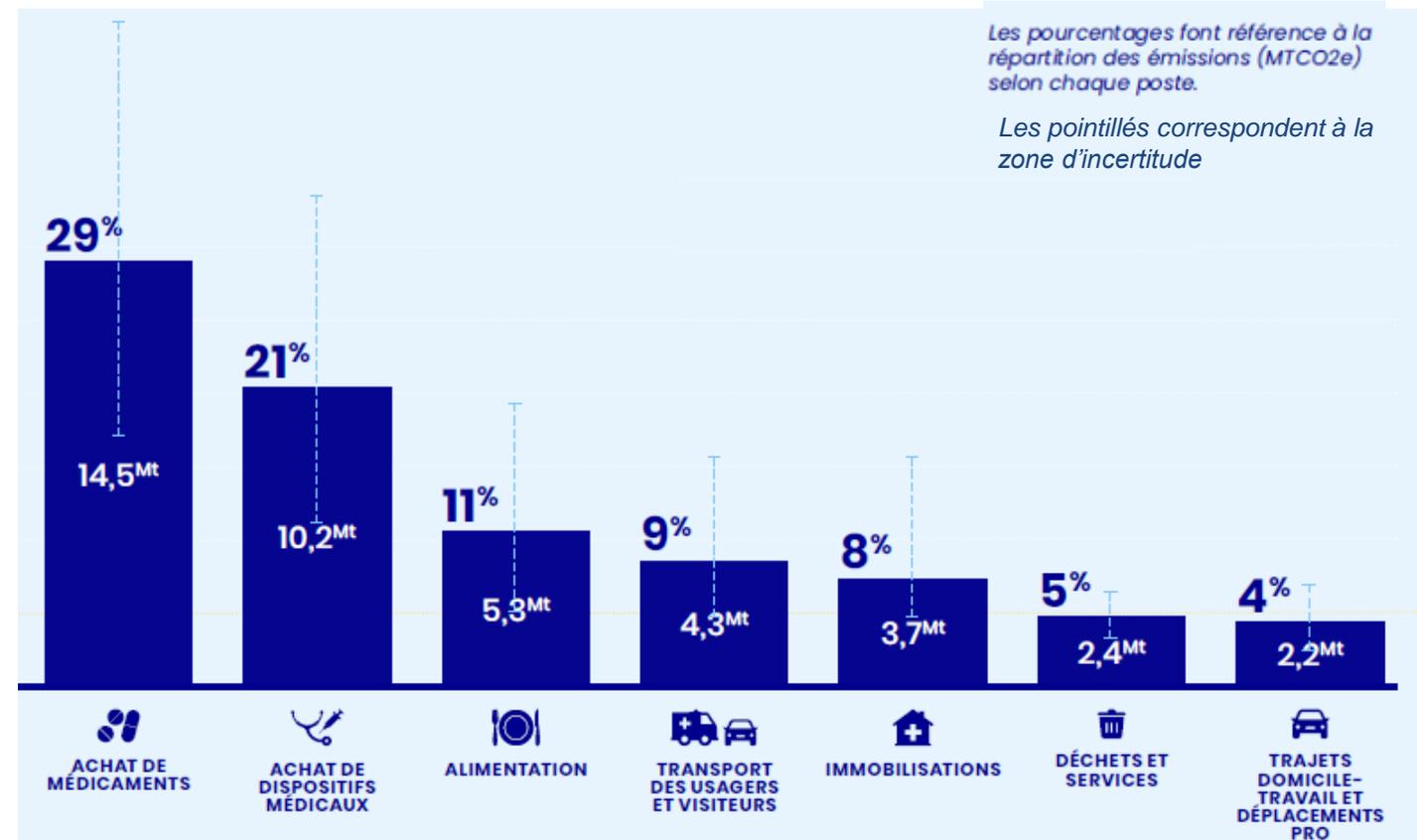
## sur le dérèglement climatique

# Les impacts du système de santé sur l'environnement



- ❑ A lui seul, le système de santé contribue à près de 8 % des émissions nationales de carbone (49MtCO<sub>2</sub>eq), selon les travaux du think tank dédié à la transition écologique The Shift Project.
- ❑ Pour limiter cette empreinte, il est nécessaire de transformer l'offre et la consommation de soins afin de réduire simultanément les sources directes et indirectes de pollution.

## Répartition des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé



Source étude réalisée par The Shift Project – 04 2023





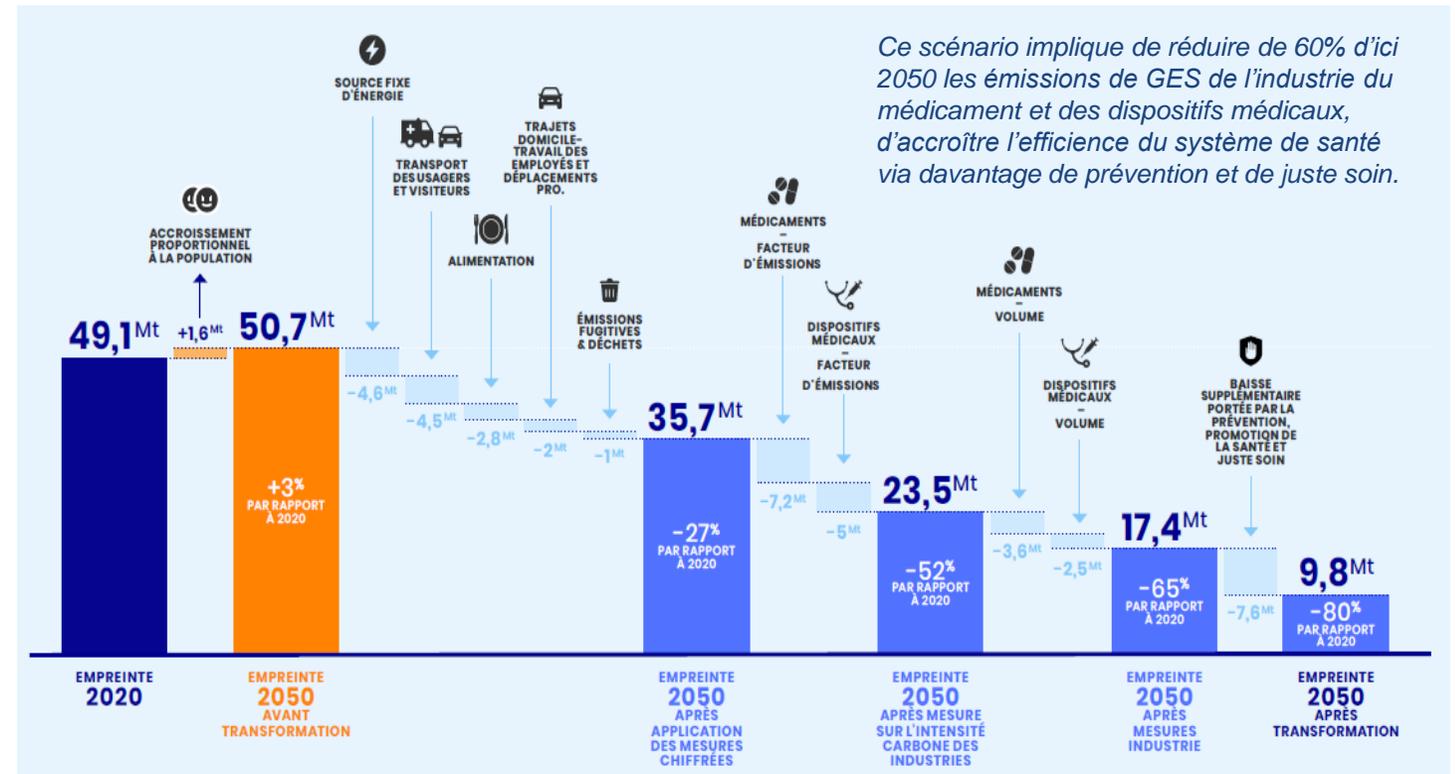
# La protection sociale, actrice de la transition climatique

# Agir sur l'impact climatique du système de santé



- Le ministère de la Santé a réuni en mai le **1<sup>er</sup> Copil de la planification écologique pour le système de santé**.
  - Les engagements pris porteront sur les bâtiments (maîtrise de l'énergie), les achats durables, les soins écoresponsables, la gestion des déchets...
- L'Assurance maladie** commence à prendre en compte les enjeux environnementaux dans la **régulation des professions de santé** (transport sanitaire, dispositifs médicaux)
- L'industrie pharmaceutique** s'est engagée, en juillet 2023, à réduire les plastiques à usage unique (substitution de 100% des blisters d'ici 2030)

## Scénario de réduction d'ici 2050 des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé



Source étude réalisée par The Shift Project – 04 2023



# La protection sociale, actrice de la transition climatique

- Certains acteurs de la protection sociale telles que des **caisses de retraite** disposant de réserves (FRR, Ircantec, Erafp, Préfon, IRC Agirc-Arrco), des investisseurs de long terme tels que des **institutions de prévoyance**, des **mutuelles** et des **assureurs contribuent à la transition écologique en plaçant leurs réserves dans des fonds socialement responsables.**

## Leurs principaux leviers d'action:

- **Décarboner les portefeuilles d'actions** détenues par ces investisseurs institutionnels en en excluant les secteurs controversés (énergies fossiles);
- S'appuyer sur la **notation extra-financière des entreprises** pour orienter les choix d'investissement
- Constituer des **fonds à impact climatique**;

## Les principales limites:

- Comment s'assurer de l'efficacité de ces démarches tout en **évitant le «greenwashing»**;
- **Absence de labels et de standards adaptés** au niveau international permettant d'identifier les bonnes pratiques

**L'ANI du 11 avril 2023** (signé par CFDT et CFTC) fournit aux acteurs du dialogue social dans les entreprises et les branches une **boîte à outils non normative de bonnes pratiques** pour relever le défi climatique.

**\_Servir le client**  
**Innover grâce à la contrainte**  
**Faire confiance\_**  
**Oser la différence\_**  
**Développer la performance collective**

“

**KLÉSIA**  
klesia.fr

